

L'inégalité du revenu au Canada

Mémoire présenté au Comité permanent des Finances le 5 avril 2013

Renseignements généraux sur la table ronde d'Hamilton sur la réduction de la pauvreté

La table ronde d'Hamilton sur la réduction de la pauvreté est née des préoccupations de notre communauté au sujet de la pauvreté. Elle a été mise sur pied en mai 2005 pour mieux comprendre les taux élevés de pauvreté à Hamilton, pour attirer l'attention de notre communauté sur la pauvreté et pour entreprendre de trouver des solutions.

Ses membres travaillent en collaboration avec les chefs de file du monde des affaires, des organismes sans but lucratif, du gouvernement, des intervenants en éducation et des groupes confessionnels de même qu'avec des gens qui vivent dans la pauvreté. Formée au départ par la Fondation communautaire d'Hamilton et la ville d'Hamilton, la table ronde est un organisme multisectoriel de 55 membres qui a réuni des centaines d'organismes et des milliers d'habitants d'Hamilton autour d'un objectif commun : faire d'Hamilton le meilleur endroit où élever un enfant.

La table ronde d'Hamilton sur la réduction de la pauvreté n'offre pas de programmes ou de services comme tels; notre rôle est de favoriser la compréhension de la nécessité de financer la lutte contre la pauvreté de façon à faire d'Hamilton une ville plus saine, inclusive et prospère. Nous travaillons à modifier les politiques et les structures à l'échelle locale, provinciale et fédérale pour trouver des solutions à long terme à la pauvreté.

Nous avons travaillé en étroite collaboration avec la municipalité et la province pour mettre en oeuvre des solutions pour aider les familles à sortir de la pauvreté et réduire les inégalités de revenu au sein de notre communauté. Parmi les initiatives réussies, notons la mise en oeuvre d'un laissez-passer de transport en commun à prix abordable, la création de nouveaux cours de niveau secondaire sur les inégalités du revenu et les demandes de changements au régime d'aide sociale de la province.

La table ronde a déterminé les priorités clés : changer l'attitude du public à l'égard de la pauvreté, encourager les employeurs locaux à verser des salaires suffisants, collaborer avec le gouvernement provincial sur une réforme globale de l'aide sociale et encourager le gouvernement fédéral à mettre en oeuvre une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Nous avons appuyé nos partenaires communautaires dans la préparation d'une stratégie exhaustive en matière de développement des multiples quartiers; nous avons étudié la possibilité d'étendre les programmes de nutrition pour les étudiants pour nous assurer qu'aucun enfant ne se rend à l'école sans avoir mangé. Nous avons proposé des solutions de logement abordable, contribué à la création d'initiatives en matière de sécurité alimentaire et nous avons entrepris des discussions avec les employeurs et les employés sur la croissance du nombre d'emplois précaires dans notre collectivité. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement de l'Ontario sur le déploiement de la Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario.

En chiffres : quelques indicateurs de l'inégalité du revenu à Hamilton

En 2005, Hamilton était à égalité avec Toronto au chapitre du taux de pauvreté le plus élevé en Ontario. Bien qu'on ait observé, selon le dernier recensement, une réduction de la pauvreté à Hamilton — plus de 6 000 personnes sont sorties de la pauvreté —, ce sont les résidents les plus pauvres d'Hamilton qui ont été les plus durement frappés par la récente récession. Les résidents à faible revenu ont été les premiers à ressentir les effets de la récession et semblent être les derniers à tirer profit de la reprise économique.

Inégalité du revenu à Hamilton

Selon le rapport annuel *Signes vitaux* publié par la Fondation communautaire d'Hamilton, « chez les habitants d'Hamilton, la tranche des 20 % les plus pauvres avait cinq pour cent des revenus totaux [...], les 20 % les plus riches avaient 41 % des revenus totaux. » Dans l'ensemble, chez les résidents, le quintile le plus riche dispose de revenus huit fois plus élevés que le quintile le plus pauvre.

Hamilton : le taux de pauvreté chez les enfants demeure intolérablement élevé

En 2009, à Hamilton, 26 % des enfants proviennent de familles dont le revenu est en deçà du seuil de faible revenu, ce qui est légèrement plus élevé que le taux de 25 % observé en 2006. Des 22 quartiers d'Hamilton, un seul avait un taux de pauvreté infantile inférieur à 10 %, tandis qu'on observe un taux de pauvreté infantile supérieur à 50 % dans trois quartiers.

Les femmes, les nouveaux Canadiens et les membres de nos collectivités autochtones sont touchés de façon disproportionnée par l'inégalité du revenu

Les nouveaux immigrants (50,5 %), les célibataires (41,6 %), les Autochtones (39,1 %) et les femmes monoparentales (39,4 %) habitant à Hamilton étaient deux fois plus susceptibles de vivre dans la pauvreté, selon le seuil du faible revenu de Statistique Canada. C'est chez les aînés que le taux s'est le plus amélioré de 2001 à 2006 : il a chuté de 24,4 % à 16,6 % pendant cette période.

Les bénéficiaires de l'aide sociale ont le taux de pauvreté le plus élevé de notre société

Les bénéficiaires de l'aide sociale de l'Ontario vivent dans une grande pauvreté : actuellement, en Ontario, les prestations pour une personne seule s'élèvent à 606 \$ par mois et ne correspondent aucunement au coût de la vie réel à Hamilton ou en Ontario. À Hamilton, 75 % des personnes qui ont recours aux banques alimentaires reçoivent des prestations d'aide sociale.

Le nombre de cas du programme Ontario au travail, qui était légèrement en deçà de 10 000 en 2008, a augmenté pour s'établir à 12 860 cas en janvier 2013. Ces cas représentent 30 000 personnes (enfants, femmes et hommes). Même si le nombre de cas a chuté ces 16 derniers mois, beaucoup de travailleurs qui ont été mis à pied ont épuisé leurs prestations d'assurance-emploi (ou n'y avaient pas droit) et se sont tournés vers le programme Ontario au travail pour obtenir de l'aide d'urgence puisqu'il s'agit du seul programme de soutien du revenu qui leur est offert.

Les Hamiltoniens souffrent de la faim

Un nombre effarant d'habitants d'Hamilton souffrent de la faim (comme indiqué ci-dessus, la grande majorité d'entre eux reçoivent des prestations d'aide sociale de la province). L'organisme Hamilton Food Share évalue à plus de 18 600 le nombre de personnes qui ont recours aux banques alimentaires chaque mois à Hamilton; de ce nombre, 46 % sont des enfants, ce qui représente assez d'enfants pour remplir 370 salles de classe.

Le Conseil de recherche et de planification sociale d'Hamilton estime que même si elles n'ont peut-être pas recours aux banques alimentaires, 30 000 autres résidents d'Hamilton sont toujours confrontés à l'insécurité alimentaire.

Logement : la situation demeure précaire

Un logement sûr, abordable et accessible est un facteur déterminant du bien-être des personnes et des familles. Or, beaucoup de résidents d'Hamilton n'ont pas accès à ce besoin des plus élémentaires. Dans notre collectivité, trop de gens sont dans une situation précaire pour ce qui est du logement. En 2010, près de 3 700 personnes ont séjourné dans un refuge pour sans-abri. Le mois dernier, plus de 300 femmes se sont vues refuser l'entrée dans un refuge en raison du manque de place. À Hamilton, plus de 5 400 ménages figurent toujours sur les listes d'attente pour l'obtention d'un logement subventionné. Toutefois, l'engagement récent du gouvernement fédéral à l'égard du modèle « Le logement d'abord » est louable et s'est avéré efficace à Hamilton, car cela a permis à des personnes qui étaient sans-abri depuis longtemps de trouver un logement stable. Une stratégie nationale du logement est nécessaire non seulement pour favoriser la stabilité des ménages, mais pour favoriser la croissance de l'économie : « chaque dollar investi dans le logement entraîne un avantage net de 1,40 \$ pour l'économie canadienne, car cela stimule la croissance, l'emploi et la productivité ».

Services de garde d'enfants : il faut investir

Les listes d'attente pour les places subventionnées en services de garde ont augmenté de 54 % à Hamilton au cours des trois dernières années, près de 1 800 familles ne peuvent obtenir une place en garderie. Alors que certaines familles font tout leur possible pour trouver des soins non réglementés adéquats, ce qui cause souvent un stress supplémentaire aux familles et travailleurs à faible revenu, d'autres se voient dans l'obligation de refuser des emplois.

Mettre l'accent sur les investissements dans la réduction de la pauvreté peut réduire l'inégalité tout en favorisant la prospérité de la collectivité :

Dans le cadre de son travail, la table ronde d'Hamilton sur la réduction de la pauvreté insiste pour que l'on demeure centré sur les changements systémiques qui mèneront à des efforts de réduction de la pauvreté durables par l'amélioration des partenariats de la collectivité avec le gouvernement, la souplesse accrue au chapitre du financement et de la prestation des programmes et l'adoption de solutions concrètes qui ont déjà donné des résultats extraordinaires.

L'expérience vécue à Hamilton démontre qu'une stratégie ciblée de lutte contre la pauvreté peut réduire les répercussions de la pauvreté sur une collectivité. Les citoyens, les entreprises, les gouvernements et les organismes communautaires ont réussi à obtenir les résultats suivants, lesquels sont en voie de transformer la ville d'Hamilton :

- Nouvelles ressources relatives à l'inégalité du revenu pour les enseignants du secondaire (une première au Canada).
- Couverture médiatique importante dans le cadre de la série de reportages *Code Red* du *Hamilton Spectator* soulignant l'incidence de l'inégalité dans les quartiers sur la santé ainsi que sur les plans social et humain.
- Deux millions de dollars ont été réservés pour la stratégie de la ville d'Hamilton pour les quartiers, qui comporte un volet de préparation de plans de quartier sous la direction des résidents.
- Laissez-passer de transport en commun à prix abordable pour les personnes à faible revenu.
- Nouvelle orientation du Service de développement économique de la ville, désormais axée sur le développement économique des communautés.
- Lancement de la campagne *Living Wage* à Hamilton et forte participation des employeurs locaux.
- Grâce à l'appui inconditionnel de l'ensemble de la collectivité, mise en oeuvre d'un programme universel de bonne nutrition des élèves pour s'assurer qu'aucun enfant ne se rend à l'école sans avoir mangé; investissements du conseil municipal d'Hamilton
- Investissement de huit millions de dollars par la ville d'Hamilton voué à la protection des programmes essentiels pour les bénéficiaires de l'aide sociale.
- Réseaux et partenariats communautaires locaux importants pour régler les questions liées au logement abordable, l'itinérance chez les femmes, la précarité de l'emploi et le développement de la petite enfance.

Réussite communautaire : la Stratégie de développement des quartiers de la ville d'Hamilton

La Stratégie de développement des quartiers de la ville d'Hamilton vise à faire des quartiers des endroits où il fait bon vivre, travailler, apprendre et se divertir. Pour y parvenir, la ville d'Hamilton collabore avec la Fondation communautaire d'Hamilton, des groupes de quartier, d'autres partenaires et les résidants pour mettre en oeuvre des plans d'action axés sur la création de collectivités plus saines. Voici les éléments essentiels de cette stratégie :

1. **Améliorer les activités de développement communautaire.** Grâce à un partenariat entre la Fondation communautaire d'Hamilton et le réseau Hamilton Best Start, cinq intervenants en développement communautaire collaboreront pour aider les résidants de 11 quartiers d'Hamilton.
2. **La préparation de plans de quartier sous la direction des résidants.** La ville d'Hamilton facilitera les processus de planification de quartier qui seront axés sur les mesures que les résidants et les intervenants clés estiment nécessaires. Le personnel de divers services de la ville d'Hamilton aidera les résidants à mettre en place des solutions efficaces.
3. **Augmenter les investissements à l'échelle des quartiers.** Lorsque les plans de quartier seront établis, de nouveaux investissements seront nécessaires pour procéder aux améliorations requises par la population. Le conseil municipal d'Hamilton a réservé deux millions de dollars pour les quartiers pour aider à la recherche de capitaux supplémentaires provenant des secteurs privé et public et de sources philanthropiques.
4. **Établir de nouveaux partenariats pour créer des quartiers sains.** Grâce à la collaboration entre les entreprises, le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral et les organismes sans but lucratif, on commencera à mieux harmoniser les ressources existantes et à trouver de nouvelles sources de capitaux pour venir en aide aux quartiers.

Recommandations

La première étape doit être l'adoption d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté :

La table ronde d'Hamilton sur la réduction de la pauvreté est d'avis que la création d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté est essentielle à la réduction des inégalités et à la prospérité future du Canada.

Étant donné que près de 89 000 Hamiltoniens et trois millions et demi de Canadiens vivent sous le seuil de faible revenu, le gouvernement fédéral devrait s'engager dans une stratégie globale et mesurable de réduction de la pauvreté.

Ces dernières années, la plupart des gouvernements provinciaux ont opté pour la création de stratégies de réduction de la pauvreté en adoptant des objectifs politiques précis, établissant les engagements financiers et fixant des repères pour la mise en oeuvre de changements visant à réduire la pauvreté dans leur territoire. Les gouvernements de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick, du Québec et du Manitoba ont mis l'accent sur des initiatives de réduction de la pauvreté pour rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté. L'Assemblée législative de l'Ontario a adopté le projet de loi 152 — la Loi sur la réduction de la pauvreté —, avec l'appui de tous les partis. La loi exige que le gouvernement actuel et ceux qui lui succéderont présentent une stratégie de réduction de la pauvreté tous les cinq ans, qu'ils fassent rapport des progrès réalisés chaque année et qu'ils s'assurent notamment que des personnes vivant dans la pauvreté participent au processus de consultation.

Surtout, dans toute initiative de réduction de la pauvreté, on reconnaît l'importance d'éliminer les obstacles systémiques (ou bureaucratiques) qui existent au sein des gouvernements ou entre eux, car on y adopte une approche coordonnée de lutte contre la pauvreté. Le succès des stratégies de réduction de la pauvreté nécessite la participation de la collectivité et du gouvernement et doit tendre à obtenir l'engagement de l'ensemble des résidents.

Les politiques et les défaillances systémiques contraignent beaucoup de familles à la pauvreté. Réduire la pauvreté, c'est éliminer les obstacles qui empêchent les familles d'être autosuffisantes.

Une analyse des répercussions économiques de la pauvreté menée par l'Association des banques alimentaires de l'Ontario (et publiée sous la direction de Don Drummond) indique que : « pour les résidents de l'Ontario, la pauvreté coûte de 32 à 38 milliards de dollars annuellement, un montant effarant qui représente entre 5,5 et 6,6 % du PIB ontarien. » Le rapport conclut qu'il faut agir parce que la pauvreté a un coût trop élevé et que la société n'est plus en mesure d'assumer ces coûts.

Le rapport met en évidence les coûts associés à la pauvreté, comme l'augmentation des besoins en matière de soins de santé et le recours accru au système de justice pénale. On y trouve aussi la ventilation des coûts que représente pour les contribuables la perte des possibilités de formation qui entraîne une baisse de productivité. En fin de compte, les divers ordres de gouvernement perdent des milliards en recettes fiscales potentielles parce qu'ils ne sont pas prêts à investir dans les ressources humaines d'entrée de jeu.

Tous les programmes de réduction de la pauvreté indiquent qu'une direction ciblée de la part du gouvernement et de la collectivité est un élément essentiel au succès.

La table ronde d'Hamilton sur la réduction de la pauvreté presse respectueusement le gouvernement fédéral de mettre en oeuvre les éléments suivants d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté :

- Créer un secrétariat interministériel dédié à la réduction de la pauvreté
- Établir un groupe national autonome d'experts chargé de l'étude de la réduction de la pauvreté
- Mettre au point des indicateurs mesurables et établir un calendrier pour la réduction de la pauvreté
- Investir des ressources dans les collectivités

Priorités liées à la prospérité pour l'avenir :

Le gouvernement fédéral a un rôle important et proactif à jouer en collaborant avec les collectivités afin d'investir de manière stratégique pour réduire les inégalités du revenu. Investir dans la réduction de la pauvreté aura à la fois une incidence immédiate et importante sur les familles canadiennes et un effet stimulant sur l'économie à l'échelle municipale et communautaire.

Des rapports antérieurs du Sous-comité sénatorial sur les villes (décembre 2009) et le rapport du Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées (novembre 2010) ont déjà présenté des recommandations pour réduire les inégalités de plus en plus présentes au Canada. Nous vous invitons fortement à réexaminer et mettre en oeuvre ces recommandations.

Une bonne partie des investissements qui ont été relevés exigent une approche intégrée en matière de politiques et de prestation de programmes qui peut être mise en oeuvre sous l'impulsion du gouvernement du Canada, seul ou en partenariat avec tous les ordres de gouvernement.

Par exemple, les Bons d'études canadiens constituent une ressource extraordinaire pour aider les familles à planifier leur avenir et permettre aux enfants de fréquenter un établissement d'études secondaires. Or, 80 % des familles admissibles n'en font pas la demande simplement parce que beaucoup d'entre elles n'en connaissent pas l'existence. Le gouvernement du Canada pourrait agir immédiatement pour s'assurer que toutes les familles admissibles reçoivent automatiquement les bons d'études canadiens lorsqu'elles produisent leur déclaration de revenus.

D'autres solutions peuvent venir de la collectivité : sous la direction de l'organisme Vibrant Communities Canada, l'initiative *Cities Reducing Poverty* vise à réduire les coûts humains, sociaux et économiques associés à la pauvreté. L'objectif est de créer des

tables rondes multisectorielles réunissant 100 villes canadiennes afin de réduire la pauvreté chez un million de Canadiens.

Seules, les collectivités ne peuvent pas régler les problèmes de pauvreté ou réduire les inégalités du revenu au Canada. Pour réussir à changer les vies des enfants, des jeunes et des familles du Canada qui vivent dans la pauvreté, nous avons besoin de la direction et des investissements de nos partenaires fédéraux et provinciaux, en collaboration avec les municipalités et les citoyens. Il faut agir maintenant.

*Howard Elliott,
président*

*Tom Cooper,
directeur*

Table ronde d'Hamilton sur la réduction de la pauvreté

a/s de la Fondation communautaire d'Hamilton
120, rue King Ouest, Hamilton (Ontario) L8P 4V2
905-523-5600 / courriel : hrpr@hcf.on.ca

Pour de plus amples renseignements, consultez notre site Web à l'adresse suivante :
www.hamiltonpoverty.ca